

CONSEIL DES MINISTRES AFRICAINS DE L'EAU

A M C O W

**PLAN D'ACTION SOUS-REGIONAL POUR LA REALISATION
DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DU MILLENAIRE
ET DU SOMMET MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT
DURABLE – AFRIQUE CENTRALE**

PORTEFEUILLE DE PROJETS PRIORITAIRES

ECAC
502.131.1
P699
c.4

**OCTOBRE
2003**

CONSEIL DES MINISTRES AFRICAINS DE L'EAU

A M C O W

**PLAN D'ACTION SOUS-REGIONAL POUR LA REALISATION
DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DU MILLENAIRE
ET DU SOMMET MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT
DURABLE – AFRIQUE CENTRALE**

PORTEFEUILLE DE PROJETS PRIORITAIRES

**OCTOBRE
2003**

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et du Sommet Mondial sur le développement durable, le Conseil des Ministres de l'Eau de l'Afrique centrale a adopté un Plan d'Action dont les projets prioritaires sont présentés dans le présent portefeuille.

Ce document comprend deux parties :

- Le rappel des éléments fondamentaux du cadre logique de Plan d'Action pour la réalisation des ODM et du SMDD,
- La présentation des projets prioritaires.

I. Rappel des éléments fondamentaux du cadre logique du plan d'action

I.1. Objectif global du Plan d'Action

L'objectif Global du plan d'Action est d'améliorer la situation socio-économique des populations de la sous-région d'Afrique centrale par une meilleure gestion des ressources en eau.

I.2. Objectifs spécifiques ou stratégiques

Le plan d'Action vise six objectifs spécifiques ou stratégiques :

- Objectif spécifique ou stratégique 1 : Améliorer la gouvernance des ressources en eau
- Objectif spécifique ou stratégique 2 : Maîtriser les risques et les catastrophes naturelles liées à l'eau
- Objectif spécifique ou stratégique 3 : Développer un cadre approprié pour la gestion concertée des eaux partagées
- Objectif spécifique ou stratégique 4 : Améliorer la gestion de l'information hydrologique
- Objectif spécifique ou stratégique 5 : Améliorer l'accessibilité aux services appropriés d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement
- Objectif spécifique ou stratégique 6 : Développer des infrastructures de mise en valeur des ressources en eau.

I.3. Résultats attendus

La réalisation du Plan d'Action permettra d'atteindre les résultats ci-après, correspondant chacun à un objectif spécifique:

- Résultat 1 : Les ressources en eau sont gérées de manière responsable et avec sagesse
- Résultat 2 : Les risques et catastrophes naturelles liées à l'eau sont maîtrisés
- Résultat 3 : Le cadre approprié pour la gestion des ressources en eau est développé et opérationnel
- Résultat 4 : la gestion de l'information hydrologique est améliorée
- Résultat 5 : L'accès aux services appropriés d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement est amélioré
- Résultat 6 : Les infrastructures de mise en valeur des ressources en eau sont développées.

I.4. Programmes et sous-programmes

Pour atteindre les objectifs global et spécifiques visés, le Plan d'Action s'appuie sur des programmes et sous-programmes. Ainsi, six programmes correspondant chacun à un objectif spécifique sont définis. Les programmes présentant des champs d'intervention importants sont subdivisés en sous-programmes.

Les programmes, sous-programmes et projets prioritaires retenus sont présentés dans le tableau n°1.

II. Description des projets prioritaires

Les projets prioritaires retenus sont présentés dans fiches descriptives ci-joints.

PROGRAMME 1
GOUVERNANCE DE L'EAU

PROJET n° 1.1.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Définition des politiques nationales de l'eau
I.2 Zone d'intervention	Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Principe
I.3 Estimation des coûts	100 millions CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 12 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale
I.6 Structure de mise en oeuvre	Ministère en charge de l'eau des pays concernés

II. Description du Projet

II.1 Justification	Le développement du secteur de l'eau ne peut être envisagé sans la définition préalable d'une vision politique globale des actions à mener. Les pays concernés par ce projet ne disposant pas de politique nationale de l'eau clairement définie, il est donc tout à fait indiqué de les aider à combler leur retard par rapport aux autres pays de la sous-région en les assistant pour la définition de leur politique nationale de l'eau.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Assister les pays concernés pour une meilleure gestion des ressources en eau, - Mettre en place un cadre pour la définition de la politique nationale de l'eau, - Elaborer et faire adopter par les autorités des pays concernés le document de politique nationale de l'eau.
II.3 Résultats attendus	Document de politique de l'eau élaboré et adopté par les Gouvernements des pays concernés.
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des structures d'exécution du projet dans les pays concernés, - Choix des Cabinets conseils, - Collecte, analyse et synthèse de l'information existante - Organisation des ateliers nationaux de sensibilisation des acteurs du secteur de l'eau - Elaboration des documents de politique - Organisation des ateliers de restitution.
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1 – Coûts prévisionnels</p> <p>Assistance technique – 50 millions FCFA</p> <p>Prestations locales – 50 millions FCFA</p> <p>Total : 100 millions CFA.</p> <p>2 – Calendrier prévisionnel.</p> <p>1^{er} trimestre – Choix des Consultants et mise en place des structures locales et atelier de sensibilisation</p> <p>2^{ème} trimestre – Collecte des données et informations, analyse et synthèse</p> <p>3^{ème} trimestre – Rédaction des document des politiques nationales</p>

	de l'eau 4 ^{ème} trimestre – Atelier de restitution, finalisation des documents et adoption par les gouvernements
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires désignés sont les pays suivants : Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Principe
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre – Choix des Consultants réalisé

structures locales d'exécution du projet mises en place

atelier de sensibilisation des acteurs du secteur de l'eau organisé

Fin 2^{ème} trimestre – Données et informations collectées, analysées et synthétisées

Fin 3^{ème} trimestre – Draft des documents des politiques nationales de l'eau élaborés

Fin 4^{ème} trimestre – Atelier de restitution organisé

Documents finalisés et adoptés par les gouvernements

PROJET n° 1.1.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Harmonisation des politiques nationales de l'eau
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays de la sous-région
I.3 Estimation des coûts	25 millions CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 6 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Bureau d'études et ministères en charge de l'eau des pays d'Afrique centrale.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les pays d'Afrique centrale ont élaborés et adoptés des politiques nationales de l'eau dans des contextes et des périodes différents. Ces documents se basent sur des principes et fondements qui sont fortement influencés par les conditions de leur élaboration. Il est donc important de s'assurer que les principes fondamentaux de la GIRE sont pris en compte au niveau de chaque pays et d'harmoniser en conséquence les différentes politiques nationales de l'eau.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions de gestion des ressources en eau en Afrique centrale, - Développer un cadre cohérent et unique de gestion des ressources en eau dans la sous-région
II.3 Résultats attendus	Politique de l'eau harmonisée en Afrique centrale
II.4 Activités du projet	-Exploitation des documents existants -Synthèse et identification des dispositions à harmoniser -Elaboration du document de politique harmonisée. -Organisation de l'atelier sous-régional de restitution des résultats
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	1 – Coûts prévisionnels. Collecte des documents et information - 1 million FCFA Exploitation des documents – 10 millions CFA Organisation atelier de restitution des résultats – 14 millions FCA Total : CFA. 2 – Calendrier prévisionnel. 1 ^{er} trimestre – Collecte des informations, analyse et synthèse 2 ^{ème} trimestre – Elaboration du document harmonisé et organisation atelier de restitution des résultats
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires désignés sont les pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Tous les documents de politiques nationales sont recensés, collectés et exploités.

Fin 2^{ème} trimestre – Le document de politique harmonisée est élaboré et l’atelier sous-régional de restitution des résultats est organisé

PROJET n°1.2.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Elaboration des cadres législatifs nationaux
I.2 Zone d'intervention	R.D.Congo, Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe.
I.3 Estimation des coûts	80 millions CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 12 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique
I.6 Structure de mise en oeuvre	Ministères en charge de l'eau dans les pays concernés par le projet

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Certains pays d'Afrique centrale ne disposent pas encore de cadre législatif de base pour la gestion des ressources en eau. Cette lacune est un obstacle majeur pour la gestion rationnelle des ressources en eau de ces pays. Ce vide juridique doit être comblé. A cet effet, un projet pour le développement d'un cadre législatif dans chacun de ces pays doit être entrepris.</p> <p>Les lois sur l'eau étant un instrument important sans lequel la mise en œuvre de la GIRE ne pourrait être envisagée, ce projet est donc une des conditions préalables au lancement du processus de la GIRE en Afrique centrale.</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Les objectifs visés par le projets sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Doter les pays concernés des lois de base sur la gestion des ressources en eau, -Créer les conditions pour une meilleure gestion des ressources en eau au niveau des pays concernés.
II.3 Résultats attendus	Lois de base pour la gestion des ressources en eau adoptées dans les pays concernés par le projet
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Collecte des informations -Sensibilisation des acteurs du secteur de l'eau des pays concernés -Elaboration des textes de lois
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1 – Coûts prévisionnels.</p> <p>Collecte des informations – 5 millions FCA</p> <p>Organisation des équipes locales – 15 millions CFA</p> <p>Organisation ateliers de sensibilisation – 30 millions CFA</p> <p>Elaboration des textes de lois – 15 millions CFA</p> <p>Restitution textes définitifs – 15 millions</p> <p>Total : 80 millions CFA.</p> <p>2 – Calendrier prévisionnel.</p> <p>1^{er} trimestre – Choix des Consultants et mise en place des structures locales et atelier de sensibilisation</p> <p>2^{ème} trimestre – Collecte des données et informations, analyse et synthèse</p> <p>3^{ème} trimestre – Rédaction des lois de l'eau</p>

	4 ^{ème} trimestre – Atelier de restitution, finalisation des documents et adoption par les gouvernements
II.6 Bénéficiaires	R.D.Congo, Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Principe.
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre – Choix des Consultants, mise en place des structures locales et atelier de sensibilisation réalisés

2^{ème} trimestre – Données et informations collectées, analysées et synthétisées

3^{ème} trimestre – Draft de textes de lois de l'eau rédigés

4^{ème} trimestre – Atelier de restitution organisé, documents finalisés et processus d'adoption par les Gouvernements et les Parlements engagés.

PROJET n°1.2.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Mise en place des institutions de gestion de l'eau
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays de la sous-région.
I.3 Estimation des coûts	400 millions CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 24 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Ministères en charge de l'eau dans les pays concernés par le projet

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Les politiques nationales de l'eau ainsi que les lois sur l'eau prévoient la mise en place d'instruments et d'institutions chargés de la mise en œuvre des dispositions de ces deux cadres de référence.</p> <p>Compte tenu de l'importance de toutes les institutions prévues, il est nécessaire que celles-ci soient créées et mises en place le plus tôt possible afin d'asseoir un cadre institutionnel cohérent et efficace.</p> <p>La situation financière actuelle de la plupart des pays d'Afrique centrale étant encore précaire, il est tout à fait indiqué de développer un projet global de renforcement des capacités institutionnelles de tous les pays de la sous-région .</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Les objectifs visés par le projet sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Mettre en application les politiques de l'eau adoptées dans les pays -Mettre en œuvre les dispositions des lois nationales sur l'eau -Renforcer les cadres institutionnels du secteur de l'eau dans les pays d'Afrique centrale
II.3 Résultats attendus	Institutions du secteur de l'eau prévues dans les politiques nationales et les lois sur l'eau sont mises en place
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Recensement des institutions du secteur de l'eau dans chaque pays -Evaluation des coûts d'installation de chaque institution -Installation des institutions.
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1 – Coûts prévisionnels.</p> <p>Recensement des institutions du secteur de l'eau et évaluation des capacités opérationnelles des institutions existantes - 10 millions</p> <p>Evaluation des coûts d'installation des institutions –10 millions FCFA</p> <p>Installation des institutions - 380 millions CFA</p> <p>Total : 400 millions CFA.</p> <p>2 – Calendrier prévisionnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> -1^{er} trimestre -Recensement des institutions du secteur de l'eau dans chaque pays -2^{ème} trimestre - Evaluation des coûts d'installation de chaque

	institution -3 ^{ème} trimestre-8 ^{ème} trimestre - Installation des institutions
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires désignés sont les pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre -Recensement des institutions du secteur de l'eau dans chaque pays effectué
Fin 2^{ème} trimestre - Evaluation des coûts d'installation de chaque institution effectuée
Fin 8^{ème} trimestre – Toutes les institutions identifiées sont installées

PROJET n° 1.2.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Harmonisation des cadres législatifs
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays de la sous-région
I.3 Estimation des coûts	25 millions CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 6 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Bureau d'études et ministères en charge de l'eau des pays d'Afrique centrale.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les pays d'Afrique centrale ont élaborés et adoptés des politiques nationales de l'eau et des lois de base sur l'eau dans des contextes et des périodes différents. Ces documents se basent sur des principes et fondements qui sont fortement influencés par les conditions de leur élaboration. Certaines dispositions législatives liées à la fiscalité et la tarification de l'eau devant être harmonisées et adoptées dans tous les pays afin de les mettre en application, il est donc important d'initier un projet d'harmonisation des législations de l'eau en Afrique centrale.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions de gestion des ressources en eau en Afrique centrale, - Développer un cadre législatif cohérent et unique de gestion des ressources en eau dans la sous-région
II.3 Résultats attendus	Législation de l'eau harmonisée en Afrique centrale
II.4 Activités du projet	-Exploitation des documents existants -Synthèse et identification des dispositions à harmoniser -Elaboration du texte législatif harmonisé. -Organisation de l'atelier sous-régional de restitution des résultats du projet
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	1 – Coûts prévisionnels. Collecte des documents et informations - 1 million FCFA Exploitation des documents – 10 millions CFA Organisation atelier de restitution des résultats – 14 millions FCA Total : CFA. 2 – Calendrier prévisionnel. 1 ^{er} trimestre – Collecte des informations, analyse et synthèse 2 ^{ème} trimestre – Elaboration du document harmonisé et organisation atelier de restitution des résultats
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires désignés sont les pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Tous les documents sur les législations des eaux des pays d'Afrique centrale sont recensés, collectés et exploités.

Fin 2^{ème} trimestre – Le texte législatif harmonisé est élaboré et l'atelier sous-régional de restitution des résultats est organisé

PROJET n° 1.2.4

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Lancement des activités de l'Autorité de Gestion Intégrée des Eaux en Afrique Centrale (AGIEAC)
I.2 Zone d'intervention	Sous-région Afrique centrale
I.3 Estimation des coûts	1 milliard FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 3 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale et conseil des Ministres de l'AGIEAC.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Bureau d'études et Secrétariat Exécutif de l'AGIEAC

II. Description du Projet

II.1 Justification	
II.2 Objectifs du projet	<p>Le projet vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les recommandations de la réunion des ministres de l'eau de l'Afrique centrale tenue à Ndjaména en juillet 2002 - Installer l'équipe de démarrage de l'AGIEAC - Lancer les activités de l'AGIEAC-phase I
II.3 Résultats attendus	AGIEAC opérationnelle
II.4 Activités du projet	<p>-Elaboration du budget détaillé de l'AGIEAC</p> <p>-Elaboration du programme d'activités de l'AGIEAC</p> <p>-Evaluation des besoins logistiques pour le lancement des activités de l'AGIEAC-phase I</p>
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1 – Coûts prévisionnels</p> <p>Elaboration du budget détaillé – 5 millions FCFA</p> <p>Elaboration du programme de travail – 5 millions FCFA</p> <p>Frais de personnels – 400 millions CFA</p> <p>Moyens logistiques et équipement siège AGIEC- 100 millions CFA</p> <p>Fonctionnement – 190 millions CFA</p> <p>Mise en œuvre des projets – 300 millions FCFA</p> <p>2 – Calendrier prévisionnel.</p> <p>1^{er} semestre – Elaboration budget et programme d'activités</p> <p style="padding-left: 40px;">Evaluation besoins en moyens logistiques</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestre – Equipements siège AGIEAC</p> <p>4^{ème} trimestre-12^{ème} trimestre – Réalisation programme d'activités de la phase I</p>
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires désignés sont les pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Budget détaillé de l'AGIEAC élaboré avant fin 1^{er} trimestre

Programme d'activités de l'AGIEAC élaboré avant fin 1^{er} trimestre

Besoins en moyens logistiques pour le lancement des activités de l'AGIEAC-phase I évalués avant fin 1^{er} trimestre

Siège de l'AGIEAC équipé avant fin 2^{ème} trimestre

Activités de la phase I de l'AGIEAC lancées avant fin 3^{ème} trimestre

Activités de la phase I de l'AGIEAC réalisées avant fin 12^{ème} trimestre

PROJET n° 1.2.5

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Création du Fonds de l'Eau de l'Afrique Centrale
I.2 Zone d'intervention	Afrique centrale
I.3 Estimation des coûts	50 millions
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 6 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Bureau d'études, CEEAC, BDEAC ministères en charge de l'eau des pays d'Afrique centrale.

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Les pays d'Afrique centrale ont élaborés et adoptés des politiques nationales de l'eau ainsi qu'un plan d'action sous-régional pour la réalisation des objectifs de développement du millénaire et ceux du sommet mondial sur le développement durable.</p> <p>Le financement de ce plan d'action nécessitant d'importants moyens financiers et la mobilisation de plusieurs institutions de financement du développement, il est important de créer un guichet unique pour le financement du plan d'action. Ce projet est donc une des conditions de succès du plan d'action.</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Le projet vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre la stratégie de mobilisation des ressources financières développées dans le plan d'action sous-régional, - Améliorer les conditions de financement des investissements du secteur de l'eau en Afrique centrale, <p>Centraliser les apports de fonds pour le financements des projets retenus dans le plan d'action.</p>
II.3 Résultats attendus	Fonds de l'eau de l'Afrique centrale crée et opérationnel
II.4 Activités du projet	<p>-Exploitation des documents existants sur les mécanismes de financement des investissements du secteur de l'eau,</p> <p>-Réalisation de l'étude de faisabilité du FOAC</p> <p>-Examen et approbation de l'étude de faisabilité</p> <p>-Création et mise en place du FOAC</p>
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1 -- Coûts prévisionnels.</p> <p>Collecte des documents et information - 1 million FCFA</p> <p>Exploitation des documents -- 5 millions CFA</p> <p>Réalisation de l'étude de faisabilité -- 20 millions</p> <p>Examen et approbation de l'étude de faisabilité -- 10 millions FCA</p> <p>Création et mise en place du FOAC-14 millions CFA</p> <p>Total : 50 millions CFA.</p>

	2 – Calendrier prévisionnel. 1 ^{er} trimestre – Collecte des informations, analyse et synthèse 2 ^{ème} trimestre – Réalisation de l'étude de faisabilité 3 ^{ème} trimestre - Organisation atelier d'examen et d'approbation de l'étude de faisabilité et installation FOAC.
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires désignés sont les pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Tous les documents sur les mécanismes de financement des investissements du secteur de l'eau sont recensés, collectés et exploités.

Fin 2^{ème} trimestre – L'étude de faisabilité pour la création du FOAC est réalisée

Fin 3^{ème} trimestre – L'atelier sous-régional pour l'examen et l'approbation de l'étude de faisabilité est organisé et le FOAC est créée.

PROJET n° 1.3.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Formation des cadres du secteur de l'eau
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale
I.3 Estimation des coûts	300 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, centres de formation régionaux et internationaux (EIER, ETSHER)

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les pays d'Afrique centrale disposent de faibles capacités en ressources humaines, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Un renforcement de celles-ci s'impose notamment avec le développement et la mise en œuvre d'un programme de formation à tous les niveaux.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités d'intervention du secteur de l'eau - Augmenter le nombre de spécialistes de l'eau dans les pays - Améliorer la compétence des cadres du secteur de l'eau
II.3 Résultats attendus	-Capacités d'intervention des institutions renforcées -Nombre de spécialistes du secteur de l'eau augmenté -Compétences des cadres du secteur de l'eau améliorées
II.4 Activités du projet	-Evaluation des besoins en formation -Identification des centres de formation -Elaboration d'un programme de formation -Organisation des sessions de formation -
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	1.Coût prévisionnel Evaluation des besoins en formation et identification des centres de formation – 10 millions CFA Elaboration d'un programme de formation – 10 millions FCFA -Organisation des sessions de formation - 280 millions FCFA Total : 300 millions FCFA

	2. Calendrier prévisionnel 1 ^{er} Trimestre - Evaluation des besoins en formation et identification des centres de formation 2 ^{ème} Trimestre -Elaboration d'un programme de formation 3 ^{ème} Trimestre - Organisation des sessions de formation
II.6 Bénéficiaires	Les cadres du secteur de l'eau de tous les pays d'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre – Besoins en formation évalués et centres de formation identifiés

Fin 2^{ème} trimestre – Programme de formation établi

A la fin du projet – Au moins 5 cadres formés par pays chaque année

PROJET n°1.3.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Développement d'un programme sous-régional de recherche
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale
I.3 Estimation des coûts	25 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 6 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, de la recherche, Institut sous-régional de l'eau

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Les problèmes de développement des ressources en eau sont multiformes et se posent différemment suivant les pays. Pour mieux les cerner, il est nécessaire que certains d'entre eux et particulièrement les plus cruciaux fassent l'objet de recherche approfondie pour que les résultats obtenus soient mis en application dans toute la sous-région.</p> <p>A cet effet, l'élaboration d'un programme de recherche constitue le support nécessaire et la condition préalable pour le développement des activités de recherche.</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Le projet vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Identifier les problèmes cruciaux qui se posent dans la sous-région -Evaluer les besoins en activités de recherche -Définir un programme de recherche -Améliorer les conditions de mise en œuvre de certains projets -Améliorer les conditions d'utilisation des ressources en eau
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> -Les problèmes cruciaux qui se posent sont identifiés -Les besoins en activités de recherche sont évalués -Un programme de recherche est établi
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Identification des besoins en activités de recherche -Elaboration du programme de recherche
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Identification des besoins en activités de recherche – 10 millions FCFA -Elaboration du programme de recherche – 15 millions FCFA <p>Total : 25 millions FCFA</p>

	2. Calendrier prévisionnel 1 ^{er} Trimestre - Identification des besoins en activités de recherche 2 ^{ème} Trimestre - Elaboration du programme de recherche
II.6 Bénéficiaires	Toutes les institutions du secteur de l'eau de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Tous les besoins en activités de recherche sont identifiés avant la fin du 1^{er} Trimestre

Le programme de recherche est élaboré avant la fin du 2^{ème} Trimestre

PROGRAMME 2

**MAITRISE DES RISQUES ET DES
CATASTROPHES NATURELS
LIEES A L'EAU**

PROJET n° 2.1.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Régulation de l'écoulement dans les voies d'eau du bassin du Congo.
I.2 Zone d'intervention	Bassin hydrographique du fleuve Congo.
I.3 Estimation des coûts	10.6 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans.
I.5 Structure responsable	CICOS
I.6 Structure de mise en oeuvre	Service communautaire d'entretien des voies navigables.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les voies d'eau du bassin du fleuve Congo jouent un rôle essentiel dans le désenclavement de l'arrière pays de la sous région Afrique Centrale. Or, depuis plus d'une décennie, aucun travail de dragage n'a été entrepris pour libérer les voies des bancs de sable qui l'encombrent. Par ailleurs les petits tributaires sont obstrués par la prolifération des végétaux de toute espèce. Ces considérations justifient que soit entrepris de façon urgente et pérenne des travaux de régulation des écoulements sur les voies d'eau navigables.
II.2 Objectifs du projet	Rendre la navigation possible et aisée sur le bassin du fleuve Congo.
II.3 Résultats attendus	Voies navigables débarrassées de matériaux entravant les écoulements et la circulation.
II.4 Activités du projet	<ol style="list-style-type: none"> 1. Recensement des biefs navigables encombrés. 2. Travaux de dragage dans les chenaux obstrués par des sédiments. 3. Lutte biologique dans les chenaux encombrés par les végétaux aquatiques.
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coût prévisionnel (1^{ère} année) <ul style="list-style-type: none"> -Personnel – 500 millions FCFA -Equipement- 8 milliards FCFA -Fonctionnement – 2 milliards FCFA -Formation – 100 millions FCFA Total- 10.6 milliards FCFA 2. Calendrier prévisionnel <ul style="list-style-type: none"> 1^{er} et 2^{ème} trimestres - Recensement des biefs navigables encombrés. 3^{ème} – 20^{ème} trimestres - Travaux de dragage dans les chenaux obstrués par des sédiments. 5^{ème} – 20^{ème} trimestres - Lutte biologique dans les chenaux encombrés par les végétaux aquatiques

II.6 Bénéficiaires	Les transports fluviaux de la Sous Région Afrique Centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

- Cartographie de la localisation des zones entravées réalisée la première année.
- Achat de deux bateaux-drague la première année.
- Achat de matériel pour la lutte biologique dès la première année.
- Lancement effectif des travaux sur les axes principaux au début de la 2^{ème} année.

PROJET n° 2.1.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Lutte contre la sécheresse dans la zone soudano-sahélienne
I.2 Zone d'intervention	Territoire situé dans la bande soudano-sahélienne
I.3 Estimation des coûts	5 milliards CFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée illimitée
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'environnement, des eaux et forêts, agriculture, élevage et hydraulique.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les données pluviométriques disponibles indiquent un contexte déficitaire observé depuis les années 80. En effet, depuis plus de vingt ans, on observe une baisse des précipitations sur l'ensemble de l'Afrique Intertropicale. Ceci a des répercussions négatives sur la vulnérabilité des zones humides situées au-delà de la 6° parallèle nord. Cet impact environnemental est surtout observé dans le bassin du Lac Tchad qui a perdu près de 25% de sa surface. Des actions immédiates doivent être entreprises afin d'assurer la survie des écosystèmes aquatiques de la bande soudano-sahélienne.
II.2 Objectifs du projet	Promouvoir la conservation et restauration des écosystèmes aquatiques soudano-sahéliennes menacés par sécheresse.
II.3 Résultats attendus	Zones humides de la bande soudano-sahéliennes réhabilitées
II.4 Activités du projet	<ol style="list-style-type: none"> 1. Elaboration d'un plan d'action pour la conservation et la restauration des écosystèmes aquatiques menacés. 2. Développement des opérations visant la reconstitution des zones humides par le transfert des eaux inter bassins et la régénération des forêts.
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coût prévisionnel (1^{ère} année) Personnel : 1 milliard CFA Equipement : 3 milliards CFA Fonctionnement : 1 milliard CFA Formation : 1 milliard CFA Total : 5 milliards CFA 3. Calendrier prévisionnel 1^{er} mois : Réhabilitation du TDR.. 2^{ème} mois : Séminaire sous régional. 3^{ème} mois : Démarrage des activités.
II.6 Bénéficiaires	Populations habitants les zones concernées par l'étendue du projet
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

1^{ère} année : Présentation du rapport sur le plan d'action.

2^{ème} année : Etudes de faisabilité des projets sectoriels élaborés et recherche de financement.

3^{ème} année : Lancement des travaux programmés.

PROJET n°2.1.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Développement des plans nationaux de gestion des risques et des catastrophes naturelles.
I.2 Zone d'intervention	Pays de la Sous Région Afrique Centrale.
I.3 Estimation des coûts	200 millions CFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Dès l'obtention du financement pour une durée de 12 mois.
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Départements chargés de l'action humanitaire ou de l'environnement

II. Description du Projet

II.1 Justification	La sécheresse et les inondations bien qu'ayant pour causes initiales les fluctuations naturelles des éléments climatiques (pluies, température) sont amplifiées en général par l'action de l'homme. Par exemple, l'imperméabilisation des sols par la construction d'habitations et le bitumage des routes entraînent un ruissellement accru et il n'est pas rare de voir des coefficients multiplicateurs de 10 ou plus pour les coefficients de ruissellement. Si le réseau de drainage est insuffisant, on assiste alors à des crues dévastatrices pouvant entraîner mort d'hommes. Ce type de catastrophes doit faire l'objet d'études particulières afin de le prévenir et de minimiser leur impact sur les populations et les établissements humains.
II.2 Objectifs du projet	-Prévenir et minimiser l'impact des catastrophes naturelles. -Mettre en place des mesures d'intervention en cas de catastrophe.
II.3 Résultats attendus	Etats dotés de plans d'action visant la prévention des catastrophes et l'intervention efficace.
II.4 Activités du projet	-Formation de groupes d'experts. -Enquête et documentation. -Séminaire de sensibilisation. -Elaboration des plans d'action.
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	1. Coûts prévisionnels. -Personnel : 120 millions CFA. -Equipement : 40 millions CFA. -Fonctionnement : 30 millions CFA. -Formation : 10 millions CFA. Total : 200 millions CFA. 2. Calendrier prévisionnel. -1 ^{er} trimestre : Elaboration des termes de référence. -2 ^{ème} trimestre : Organisation du séminaire sous régional de lancement du projet. -Fin 4 ^{ème} trimestre : Remise des plans nationaux.

II.6 Bénéficiaires	-Départements ministériels en charge de l'action humanitaire ou de l'environnement des pays d'Afrique centrale. -Populations concernées par les catastrophes.
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Etats dotés de plans d'action de gestion des catastrophes à la fin du projet.

PROJET n° 2.2.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Mise en place et développement de la police des eaux
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale
I.3 Estimation des coûts	250 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 2 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Les textes législatifs adoptés par les pays d'Afrique centrale ne sont que faiblement mis en application du fait de l'absence de textes réglementaires d'accompagnement.</p> <p>Particulièrement les activités de contrôle de la qualité des eaux, des rejets des effluents et des eaux usées ainsi que des prélèvements sont peu réalisées.</p> <p>Le projet cherche donc à combler cette lacune par la mise en place et l'organisation des polices de l'eau dans tous les pays.</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Le projet vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en application les lois sur l'eau - Organiser la police des eaux
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Activités de la police des eaux identifiées - Activités de la police des eaux organisées - Cadre de mise en œuvre établi
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Définition des activités de la police des eaux -Etablissement des manuels de procédures d'intervention -Formation du personnel -Mise en place et organisation des équipes d'intervention
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Définition des activités de la police des eaux – 2 millions FCFA -Etablissement des manuels de procédures d'intervention – 13 millions FCFA -Formation du personnel – 85 millions FCFA -Mise en place et organisation des équipes d'intervention – 150 millions FCFA <p>Total : 250 millions FCFA</p>

	2. Calendrier prévisionnel 1 ^{er} trimestre - Définition des activités de la police des eaux 2 ^{ème} et 3 ^{ème} trimestres - Etablissement des manuels de procédures d'intervention 3 ^{ème} trimestre - Formation du personnel Fin 3 ^{ème} trimestre - Mise en place et organisation des équipes d'intervention
II.6 Bénéficiaires	Toutes les administrations de l'eau de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Activités de la police des eaux identifiées

Fin 3^{ème} trimestre - manuels de procédures établis

Fin 3^{ème} trimestre – Formation du personnel assurée

Fin du projet – Structures opérationnelles

PROJET n°2.2.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Mesures préventives de protection des bassins côtiers.
I.2 Zone d'intervention	Bassins côtiers du golfe de Guinée depuis la RDC jusqu'au Cameroun.
I.3 Estimation des coûts	240 millions CFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès l'obtention du financement pour une durée de 24 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Services techniques rattachés aux départements de l'environnement et de la marine marchande.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les bassins côtiers du Golfe de Guinée constituent un écosystème très menacé par l'intensification des activités anthropiques. Les extractions minières de tout ordre (potasse, magnésium, etc.) et singulièrement l'exploitation des hydrocarbures, représentent un danger vis-à-vis de la qualité des ses ressources. Cette situation est aggravée par l'impact des changements climatiques dont les effets sur les écoulements de surface et souterraines se font déjà sentir. Des précautions visant la sauvegarde de cet écosystème doivent d'ores et déjà être envisagées afin d'éviter la catastrophe.
II.2 Objectifs du projet	Mettre à la disposition des Etats, une information complémentaire, détaillée et fiable nécessaire pour orienter les mesures préventives de protection des bassins côtiers.
II.3 Résultats attendus	Préservation de la qualité des ressources en eau des bassins.
II.4 Activités du projet	-Recherche documentaire -Prospection sur le terrain -Rédaction du plan d'action
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1. Coûts prévisionnels</p> <p>-Personnel : 120 millions CFA</p> <p>-Equipement : 50 millions CFA</p> <p>-Fonctionnement : 50 millions CFA</p> <p>-Formation : 20 millions CFA</p> <p>Total : 240 millions CFA</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} mois : Elaboration des termes de référence</p> <p>2^{ème} mois : Séminaire sous régional</p> <p>3^{ème} mois : Exécution des travaux</p> <p>12^{ème} mois : publication des résultats</p>
II.6 Bénéficiaires	-Tous les Etats ayant une façade maritime :Cameroun, Congo, Gabon, R.D.Congo, Guinée Equatoriale, SaoTomé et Principe) - Les populations concernées
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

- Le travail de documentation doit être achevé 6 mois après le lancement du projet.
- Le travail de terrain (enquêtes, prospection cartographique etc.) doit être accompli dans les 18 mois suivants.
- Mise à la disposition des Etats du rapport final à la fin du 24^{ème} mois.

PROJET n° 2.2.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Lutte biologique contre les végétaux aquatiques envahissant.
I.2 Zone d'intervention	Voies navigables de la sous Région.
I.3 Estimation des coûts	1 milliard CFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place du financement pour une durée illimitée.
I.5 Structure responsable	Conseil des Ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Départements ministériels chargés de l'environnement, de la navigation fluviale et des eaux et forêts

II. Description du Projet

II.1 Justification	Le phénomène de migration des populations se traduit également par une prolifération d'espèces fauniques et floristiques non endémiques dans les bassins hydrologiques de la Sous Région. Hormis la présence déjà séculaire de la jacinthe d'eau importée de l'Amérique du Sud, d'autres espèces végétales d'introduction très récente telle que la laitue d'eau encombrant la presque totalité des plans d'eau libre. Cette situation est devenue très préoccupante du fait des répercussions économiques engendrées (impact sur le transport des personnes et des biens à partir des voies d'eau, amincissement des ressources halieutiques etc.). Un projet de lutte contre ce type de flore doit être envisager le plus tôt possible afin de limiter sa prolifération et éviter l'entrave des voies d'eau navigables.
II.2 Objectifs du projet	Limiter la prolifération des végétaux aquatiques envahissants par l'utilisation de la lutte biologique.
II.3 Résultats attendus	Plan d'eau libre débarrassée d'espèces floristiques envahissants.
II.4 Activités du projet	-Recensement des plans d'eau entravés. -Traitement des plans d'eau infestés avec des insectes. -Suivi et contrôle de l'efficacité de la méthode.
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts prévisionnels (1^{ère} année) <ul style="list-style-type: none"> -Personnel : 200 millions CFA. -Equipement : 400 millions CFA. -Fonctionnement : 300 millions CFA. -Formation : 100 millions. Total : 1 milliard 2. Calendrier prévisionnel. <ul style="list-style-type: none"> -1^{er} mois : Elaboration des termes de référence. -2^{ième} mois : Achat des équipements. -3^{ième} et 4^{ième} mois : Inventaire des sites à traités. -5^{ième} et 12^{ième} mois : Traitement des plans d'eau.

II.6 Bénéficiaires	Transporteurs fluviaux, pêcheurs et populations riveraines
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

- Le recensement des plans d'eau infestés doit être achevé 6 mois après le lancement du projet.
- Les premiers travaux de traitement des plans d'eau seront terminés à la fin du 12^{ème} mois suivant le début du projet.

PROJET n°2.2.4

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Création de l'institut sous- régional des sciences de l'eau
I.2 Zone d'intervention	L'institut sera installé dans un pays de la sous région
I.3 Estimation des coûts	300 millions CFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès que la mise à disposition des financements pour une durée de douze mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de la sous-région Afrique Centrale
I.6 Structure de mise en oeuvre	Départements en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'eau

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les pays de l'ancienne AEF (Afrique Equatoriale Française) disposaient du concours de la coopération française qui s'était occupé à travers l'ORSTOM (Office de Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer) des aspects d'évaluation et de gestion des bassins hydrologiques avec l'ouverture de réseaux de mesure, ainsi que de la formation de techniciens dans le domaine de l'hydrologie. Au début des années 90, l'ORSTOM devenu Institut de Recherche pour le Développement (IRD) s'est désengagé de cette préoccupation laissant à l'abandon les réseaux hydrométriques et le personnel désemparé. Cet état de fait a laissé les états de la sous-région dépourvus d'institutions pour la collecte et le stockage de l'information hydrologique et pour la formation d'un personnel qualifié. L'institut des sciences de l'eau envisagé dans ce projet aura pour ambition de relancer l'activité hydrologique dans les états de la sous-région et promouvoir la formation des cadres dans les disciplines des sciences de l'eau.
II.2 Objectifs du projet	Doter les états de la sous-région Afrique Centrale d'une institution capable de relancer l'activité hydrologique.
II.3 Résultats attendus	-Disponibilité d'une structure de coordination de l'activité hydrologique. -Disponibilité d'une structure de formation et d'encadrement du personnel spécialisé.
II.4 Activités du projet	-Réalisation de l'étude de faisabilité. -Recherche et mobilisation des fonds. -Recrutement du personnel
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	1. Coût prévisionnel (phase de démarrage) -Personnel : 80 millions CFA. -Equipement : 100 millions CFA. -Fonctionnement : 100 millions CFA. -Formation : 20 million CFA. Total : 300 millions CFA. 2. Calendrier prévisionnel
II.6 Bénéficiaires	-Acteurs du secteur de l'eau.

	-Etudiants et chercheurs -Communauté scientifique internationale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Le projet devant être réalisé en 18 mois, la performance dans l'exécution sera mesurée à partir des échéances suivantes :

1^{er} trimestre : Disponibilité de l'étude de faisabilité

2^e trimestre : Projet doté d'un local et installation du groupe d'experts

3^e au 5^e trimestre : achat des équipements

6^e trimestre : Recrutement du personnel

Fin du 6^e trimestre : Ouverture de l'Institut

PROGRAMME 3

**GESTION CONCERTEE DES EAUX
PARTAGEES**

PROJET n° 3.0.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Développement d'un consensus sur la gestion concertée des eaux internationales
I.2 Zone d'intervention	Afrique centrale
I.3 Estimation des coûts	50 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 6 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau des pays , GWP Afrique centrale,

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>L'Afrique centrale dispose d'importants bassins fluviaux dont les ressources en eau ne sont pas valorisées de manière concertée. La volonté politique dans ce domaine est manifestement peu exprimée du fait de la faible connaissance des enjeux actuels de la gestion concertée des ressources en eau.</p> <p>Une amélioration et un renforcement de la sensibilisation des décideurs politiques à un très haut niveau s'impose afin de favoriser le développement d'un consensus sur la gestion concertée de ressources en eau internationales.</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Le projet vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les décideurs politiques et administratifs de l'Afrique centrale - Créer un consensus sur la gestion concertée des eaux internationales
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Décideurs politiques et administratifs sensibilisés - Consensus sur la gestion concertée des ressources en eau internationales créé
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des acteurs et des décideurs à sensibiliser - Organisation d'un atelier / séminaire de sensibilisation - Elaboration des supports multimédias et audiovisuels.
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1. Coût prévisionnel</p> <p>Identification des acteurs et des décideurs à sensibiliser</p> <p>-1 million FCFA</p> <p>Organisation d'un atelier / séminaire de sensibilisation</p>

	- 40 millions FCFA Elaboration des supports multimédias et audiovisuels - 9 millions FCFA Total : 50 millions FCFA 2. Calendrier prévisionnel 1 ^{er} mois - Identification des acteurs et des décideurs à sensibiliser 3 ^{ème} mois - Organisation d'un atelier / séminaire de sensibilisation 4 ^{ème} – 6 ^{ème} mois - Elaboration des supports multimédias et audiovisuels.
II.6 Bénéficiaires	Acteurs et décideurs politiques du secteur de l'eau de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} mois – Décideurs du secteur de l'eau à sensibiliser identifier

Fin 2^{ème} mois – Atelier / séminaire de sensibilisation organisé

Fin 6^{ème} mois – Tous les supports de sensibilisation sont élaborés et diffusés dans les pays d'Afrique centrale

PROJET n° 3.0.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Etude des potentialités pour la mise en valeur des bassins du Congo et de l'Ogooué
I.2 Zone d'intervention	Bassin du Congo et de l'Ogooué
I.3 Estimation des coûts	200 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 1.5 ans (18 mois)
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'économie

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les bassins des fleuves Congo et Ogooué disposent d'importantes potentialités dont les possibilités de mise en valeur n'ont pas fait l'objet d'études exhaustives récentes. Une étude sur le bassin du Congo a été réalisée en 1983 – 1984 par l'UNECA mais les principales conclusions de celle-ci n'ont pas été mises en œuvre. Il s'agira donc de reprendre cette étude et de l'étendre sur le bassin de l'Ogooué afin de mieux apprécier leurs potentialités économiques.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Inventorier et évaluer les potentialités économiques des deux bassins - Dégager des orientations pour la mise en valeur des deux bassins
II.3 Résultats attendus	-Inventaire exhaustif et évaluation des potentialités économiques réalisées -recommandations pour la mise en valeur des bassins formulées
II.4 Activités du projet	-Identification et choix du Bureau d'étude -Mise en place et fonctionnement des équipes de projets à Kinshasa et Libreville -Organisation des missions de collecte des données sur sites -Elaboration des rapports d'étude -Présentation et validation des rapports

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Identification et choix du Bureau d'étude – 1 million FCFA -Mise en place et fonctionnement des équipes de projets à Kinshasa et Libreville – 60 millions FCFA -Organisation des missions de collecte des données sur sites – 80 millions FCFA -Elaboration des rapports d'étude – 20 millions FCFA -Présentation et validation des rapports – 39 millions FCFA <p>Total : 200 millions FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Identification et choix du Bureau d'étude Mise en place et fonctionnement des équipes de projets à Kinshasa et Libreville</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestres - Organisation des missions de collecte des données sur sites</p> <p>-</p> <p>4^{ème} –5^{ème} trimestres Elaboration des rapports d'étude -</p> <p>6^{ème} trimestre - Présentation et validation des rapports</p>
II.6 Bénéficiaires	Pays des bassins du Congo et de l'Ogooué
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre – Bureau d'étude identifié et équipes de projets mis en place à Kinshasa et Libreville

Fin 3^{ème} trimestre – Collecte des données effectuée

Fin 5^{ème} trimestre – Rapports d'études élaborés

Fin 6^{ème} trimestre – Rapports d'études approuvés et recommandations applicables.

PROJET n° 3.0.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Création de l'Organisation du bassin du Congo
I.2 Zone d'intervention	Bassin du Congo
I.3 Estimation des coûts	500 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 1.5 ans (18 mois)
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'aménagement du territoire, de l'eau

II. Description du Projet

II.1 Justification	Le bassin du fleuve Congo présente de nombreux atouts en termes de potentialités économiques et d'aménagements. Ces atouts ne peuvent être valorisés sans l'existence d'un cadre institutionnel formel chargé uniquement de cette activité. Ce cadre est l'organisation du bassin du Fleuve Congo (OBFC). La création de l'OBFC est donc une des étapes et un passage obligé dans la mise en œuvre du processus de gestion rationnelle des ressources du bassin du fleuve Congo.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Définir le cadre institutionnel pour la gestion du bassin du fleuve Congo -Préparer et faire adopter les textes organiques de l'OBFC -Evaluer les besoins en personnels et équipements pour l'installation de l'organisation -Installer et lancer les activités de l'organisation
II.3 Résultats attendus	-Cadre institutionnel pour la gestion du bassin défini -textes organiques de l'organisation adoptés -Besoins en personnels et équipements évalués -Activités de l'organisation lancées
II.4 Activités du projet	-Préparation du schéma institutionnel et des textes organiques -Organisation d'un atelier pour l'adoption du cadre institutionnel et des textes organiques -Recrutement du personnel -Aménagement et équipement du siège de l'organisation -Elaboration du programme des activités pour les 2 premières années -Lancement des activités de l'organisation

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>-Préparation du schéma institutionnel et des textes organiques – 5 millions FCFA</p> <p>-Organisation d'un atelier pour l'adoption du cadre institutionnel et des textes organiques – 40 millions FCFA</p> <p>-Recrutement du personnel – 2 millions FCFA</p> <p>-Aménagement et équipement du siège de l'organisation – 100 millions FCFA</p> <p>-Elaboration du programme des activités pour les 2 premières années – 10 millions FCFA</p> <p>-Fonctionnement de l'organisation (2 ans)– 100 millions FCFA</p> <p>-Mise en œuvre du programme d'activités (2 ans) – 250 millions FCFA</p> <p>Total : 507 millions FCFA</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Préparation du schéma institutionnel et des textes organiques</p> <p>2^{ème} trimestre - Organisation d'un atelier pour l'adoption du cadre institutionnel et des textes organiques</p> <p>3^{ème} trimestre -Recrutement du personnel , aménagement et équipement du siège de l'organisation</p> <p>4^{ème} trimestre - Elaboration du programme des activités pour les 2 premières années</p> <p>5^{ème} –6^{ème} trimestres -Lancement des activités de l'organisation</p>
II.6 Bénéficiaires	Pays du bassin du Congo
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Cadre institutionnel pour la gestion du bassin défini et textes organiques de l'organisation adoptés

Fin 2^{ème} trimestre – Atelier d'adoption du schéma institutionnel et des textes organiques organisé

Fin 3^{ème} trimestre : Personnel recruté et siège aménagé

Fin 4^{ème} trimestre – Programmes d'activités de l'organisation élaboré

Fin 6^{ème} trimestre- programme d'activités mis en oeuvre

PROJET n° 3.0.4

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Création de l'Organisation du bassin de l'Ogooué
I.2 Zone d'intervention	Bassin de l'Ogooué
I.3 Estimation des coûts	300 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 1.5 ans (18 mois)
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'aménagement du territoire, de l'eau

II. Description du Projet

II.1 Justification	Le bassin du fleuve Ogooué présente de nombreux atouts en termes de potentialités économiques et d'aménagements. Ces atouts ne peuvent être valorisés sans l'existence d'un cadre institutionnel formel chargé uniquement de cette activité. Ce cadre est l'organisation du bassin du Fleuve Congo (OBFO). La création de l'OBFO est donc une des étapes et un passage obligé dans la mise en œuvre du processus de gestion rationnelle des ressources du bassin du fleuve Ogooué.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Définir le cadre institutionnel pour la gestion du bassin du fleuve Ogooué -Préparer et faire adopter les textes organiques de l'OBFO -Evaluer les besoins en personnels et équipements pour l'installation de l'organisation -Installer et lancer les activités de l'organisation
II.3 Résultats attendus	-Cadre institutionnel pour la gestion du bassin défini -textes organiques de l'organisation adoptés -Besoins en personnels et équipements évalués -Activités de l'organisation lancées
II.4 Activités du projet	-Préparation du schéma institutionnel et des textes organiques -Organisation d'un atelier pour l'adoption du cadre institutionnel et des textes organiques -Recrutement du personnel -Aménagement et équipement du siège de l'organisation -Elaboration du programme des activités pour les 2 premières années -Lancement des activités de l'organisation

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>-Préparation du schéma institutionnel et des textes organiques – 5 millions FCFA</p> <p>-Organisation d'un atelier pour l'adoption du cadre institutionnel et des textes organiques – 10 millions FCFA</p> <p>-Recrutement du personnel – 2 millions FCFA</p> <p>-Aménagement et équipement du siège de l'organisation – 75 millions FCFA</p> <p>-Elaboration du programme des activités pour les 2 premières années – 10 millions FCFA</p> <p>-Fonctionnement de l'organisation (2 ans)– 70 millions FCFA</p> <p>-Mise en œuvre du programme d'activités (2 ans) – 120 millions FCFA</p> <p>Total : 292 millions FCFA</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Préparation du schéma institutionnel et des textes organiques</p> <p>2^{ème} trimestre - Organisation d'un atelier pour l'adoption du cadre institutionnel et des textes organiques</p> <p>3^{ème} trimestre -Recrutement du personnel , aménagement et équipement du siège de l'organisation</p> <p>4^{ème} trimestre - Elaboration du programme des activités pour les 2 premières années</p> <p>5^{ème} –6^{ème} trimestres -Lancement des activités de l'organisation</p>
II.6 Bénéficiaires	Pays du bassin de l'Ogooué
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Cadre institutionnel pour la gestion du bassin défini et textes organiques de l'organisation adoptés

Fin 2^{ème} trimestre – Atelier d'adoption du schéma institutionnel et des textes organiques organisé

Fin 3^{ème} trimestre : Personnel recruté et siège aménagé

Fin 4^{ème} trimestre – Programmes d'activités de l'organisation élaboré

Fin 6^{ème} trimestre- programme d'activités mis en oeuvre

PROGRAMME 4
GESTION DE L'INFORMATION
HYDROLOGIQUE

PROJET n° 4.0.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Programme régional de relance des l'hydrologie opérationnelle
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays de l'Afrique centrale
I.3 Estimation des coûts	25millions
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 6 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau et de la recherche scientifique

II. Description du Projet

II.1 Justification	Dans la plupart des pays de l'Afrique centrale, les activités d'hydrologie opérationnelle ont connu un ralentissement voire un arrêt dans leur mise en œuvre du fait de nombreux problèmes et contraintes que le secteur de l'eau connaît. Cette situation étant quasi générale, il est nécessaire de procéder à une revue globale de celle-ci dans tous les pays et de définir en conséquence un programme commun de relance de l'hydrologie opérationnelle dans tous les pays de la sous-région.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Evaluer la situation des pays en matière d'hydrologie opérationnelle - Apprécier les capacités d'intervention des services appropriés d'hydrologie - Evaluer les besoins tant humains que matériel pour la relance des activités d'hydrologie opérationnelle - Elaborer un programme de relance des activités
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Situation des pays de l'Afrique centrale en matière d'hydrologie opérationnelle évaluée - Capacités d'intervention des structures hydrologiques évaluées - Les besoins humains et matériels évalués - Programme de relance des activités d'hydrologie opérationnelle élaboré

II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse de la situation des pays en matière d'hydrologie opérationnelle - Evaluation des capacités d'intervention des services hydrologiques - Evaluation des besoins humains et matériel - Elaboration du programme de relance des activités d'hydrologie opérationnelle
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte des données : 10 millions - Analyse de la situation/ Evaluation des capacités et des besoins : 5 millions - Elaboration du programme de relance des activités d'hydrologie opérationnelle : 5 millions - Examen et approbation du programme : 5 millions <p>Total : 25 millions</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre : Collecte des données</p> <p>2^{ème} trimestre : Analyse de la situation/ Evaluation des capacités et des besoins</p> <p>3^{ème} trimestre : Elaboration du programme de relance des activités d'hydrologie opérationnelle</p> <p>4^{ème} trimestre : Examen et approbation du programme</p>
II.6 Bénéficiaires	Tous les pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{ème} trimestre : Données collectées

Fin 2^{ème} trimestre : Etudes préalables réalisées

Fin 3^{ème} trimestre : Programme de relance élaboré

Fin 4^{ème} trimestre : Programme approuvé

PROJET n° 4.0.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Renforcement et modernisation des services hydrologiques nationaux.
I.2 Zone d'intervention	Le projet intéresse tous les pays de la sous-région.
I.3 Estimation des coûts	5 milliards CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le démarrage est assuré à l'obtention du financement. La durée du projet est estimée à 24 mois.
I.5 Structure responsable	Département ministériel en charge du secteur de l'eau.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Services hydrologiques nationaux, ou structures faisant office.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les pays subsahariens en général et ceux de la sous-région Afrique Centrale en particulier ne disposent plus de réseau performant de collecte de données hydrologiques. Les réseaux furent créés et entretenus à l'époque coloniale, mais aussi dans un passé récent (jusqu'aux années 90) par la coopération française. Le manque de moyen financier en est la cause essentielle de l'abandon de cette activité pourtant très indispensable. Le secteur de l'eau bien que très actif dans notre sous-région avec la réalisation de projets multiformes (adduction d'eau, construction de barrages et de routes) a besoin de données hydrologiques fournies et actuelles. Pour cette raison il est urgent que soit réhabilités les services hydrologiques dans chaque état afin que reprenne le travail de collecte, de traitement et de stockage d'informations hydrologiques
II.2 Objectifs du projet	Réhabiliter et moderniser les systèmes nationaux de collecte de données hydrologiques
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> -Systèmes nationaux d'information mis en place. -Stations de mesure réhabilitées. -Laboratoires de traitement des données modernisés. -Banques des données équipées d'outils informatiques performants.
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Achat de matériel et équipements -Installation des appareils et équipements de mesure. -Installation et équipement des laboratoires -Travail de terrain (jaugeage etc.) -Travail de laboratoire (dépouillement etc.).
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1. Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Personnel :500 millions CFA. -Equipement : 3 milliards CFA. -Fonctionnement : 1 milliard CFA. -Formation : 500 millions CFA. <p>Total : 5 milliards CFA.</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Acquisition et achat d'équipement (1^{er} et 2^{ème} trimestres).

	-Réhabilitation et équipement des laboratoires (3 ^{ème} et 4 ^{ème} trimestres). -Installation et rénovation des stations de mesure (5 ^{ème} et 6 ^{ème} trimestres). -Travaux de finition (7 ^{ème} et 8 ^{ème} trimestres).
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires seront avant tout les institutions de tutelle des services hydrologiques nationaux. Tous les organismes publics et privés et les personnes utilisateurs des données hydrologiques seront des bénéficiaires désignés.
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Deux premiers semestres : - Travaux de réhabilitation des bâtiments.

- Equipement des laboratoires.

Troisième semestre : - Réhabilitation des stations de mesures hydrologiques.

Dernier semestre : -Finition des travaux et redémarrage des activités de collecte et de traitement des données.

Tels sont présentés les indicateurs de performance dans l'exécution de ce projet.

PROJET n° 4.0.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Mise en place de l'observatoire hydrologique régional.
I.2 Zone d'intervention	L'observatoire aura son siège dans un état de la sous-région.
I.3 Estimation des coûts	200 millions CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise à disposition des financements. La durée prévisible est de 6 mois.
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Groupe international d'experts en hydro-météorologie.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Il faut sous-entendre l'observatoire hydrologique régional comme une métabase de référence au niveau de la sous-région. Cette structure sera chargée d'harmoniser les systèmes nationaux de collecte des données hydrologiques et météorologiques. Es informations traitées par les services hydrologiques nationaux seront transmises pour stockage et diffusion auprès des utilisateurs multiformes. L'organisation des systèmes nationaux de collecte des données suppose la mise en place d'installations nécessaires au suivi de la fluctuation des paramètres, de saisir les événements extrêmes et de faire de la prévention. Ce type d'institution est d'actualité au niveau de l'organisation météorologique mondiale (OMM). Cependant, les mécanismes de sa conception ne sont pas totalement maîtrisés. Cela suppose que l'on devra faire recours à une expertise rodée pendant la phase de montage du projet.
II.2 Objectifs du projet	Créer une métabase hydrologique en Afrique Centrale.
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-Région dotée d'une institution coordonnatrice des observations hydrologiques. - Accès à l'information hydrologique facilité pour la communauté scientifique et les opérateurs du secteur de l'eau.
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Recherche d'un local pour abriter le siège de l'institution. -Constitution du groupe d'experts pour l'élaboration de l'étude de faisabilité. -Recherche de financement. -Achat des équipements et démarrage des activités.
II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1. Coûts prévisionnels (première année)</p> <ul style="list-style-type: none"> -Personnel : 80 millions CFA. -Equipement : 40 millions CFA. -Fonctionnement : 60millions CFA. -Formation : 20 million CFA. <p>Total : 200 millions CFA.</p>

	<p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>Ce projet devra durer 12 mois et devrait s'exécuter suivant le calendrier ci-après :</p> <p>1^{er} trimestre : Sélection et constitution du groupe d'experts.</p> <p>2^{ème} trimestre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration par le groupe d'experts de l'étude de faisabilité. -Recherche d'un local. -Recherche de financement. <p>3^{ème} et 4^{ème} trimestres : Equipement du siège de l'institution et lancement des activités de l'observatoire régional.</p>
II.6 Bénéficiaires	Opérateurs du secteur de l'eau et communauté scientifique sont les bénéficiaires désignés. D'autres bénéficiaires seront les institutions de tutelle des services hydrologiques nationaux et futur institut régional des services de l'eau.
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet.

III. Critères de Performance du Projet

Pour une bonne exécution du projet, l'on devrait respecter les échéances suivantes :

-Fin du premier trimestre : mise à disposition du conseil des ministres de l'eau de l'étude de faisabilité.

-Fin du 2^{ème} trimestre : Local et financement disponibles.

-Troisième trimestre : Installation du personnel et démarrage des activités.

PROGRAMME 5

**APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE
ET ASSAINISSEMENT**

PROJET n° 5.1.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Construction des infrastructures d'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et dans les zones péri-urbaines
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (Communes urbaines et centres urbains)
I.3 Estimation des coûts	626.55 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, entreprises de distribution d'eau et collectivités locales

II. Description du Projet

II.1 Justification	En Afrique centrale, le taux de couverture moyen du service d'approvisionnement en eau potable en milieu urbain est encore très bas dans certains pays. D'une manière générale, des efforts importants doivent être déployés afin de réaliser les objectifs de développement du millénaire et du sommet mondial sur le développement durable. Le présent projet est envisagé pour assurer la construction des infrastructures d'AEP en milieu urbain et en zones péri-urbaines afin d'améliorer le taux de desserte.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Amélioration des conditions d'approvisionnement en eau potable des populations urbaines -Desservir en moyenne 260 000 personnes chaque année
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'approvisionnement en eau potable des populations urbaines et péri-urbaines sont améliorées -260 000 personnes supplémentaires sont desservies chaque année
II.4 Activités du projet	-Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain -Evaluation des besoins en investissements -Réalisation des études de faisabilité et d'exécution -Exécution des travaux

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements - 50 millions FCFA -Réalisation des études de faisabilité – 500 millions FCFA -Réalisation des études d'exécution – 1 milliard FCFA et d'exécution -Exécution des travaux – 625 milliards FCFA <p>Total : 626.55 milliards FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité des projets de l'année 1</p> <p>4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution des projets de l'année 1</p> <p>6^{ème} – 20^{ème} trimestres - -Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Centres urbains des pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements réalisés

Fin 3^{ème} trimestre - Etudes de faisabilité des projets de l'année 1 réalisées

Fin 5^{ème} trimestre - Etudes d'exécution des projets de l'année 1 réalisées

Fin 20^{ème} trimestre – Travaux de construction des SAEP exécutés

PROJET n° 5.1.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Construction des infrastructures d'approvisionnement en eau potable en milieu rural
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (centres ruraux et villages)
I.3 Estimation des coûts	441.5 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, entreprises privées, ONG, et collectivités locales

II. Description du Projet

II.1 Justification	En Afrique centrale, le taux de couverture moyen du service d'approvisionnement en eau potable en milieu rural est encore très bas dans tous les pays. D'une manière générale, des efforts importants doivent être déployés afin de réaliser les objectifs de développement du millénaire et du sommet mondial sur le développement durable. Le présent projet est envisagé pour assurer la construction des infrastructures d'AEP en milieu rural afin d'améliorer le taux de desserte.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Amélioration des conditions d'approvisionnement en eau potable des populations rurales -Desservir en moyenne 1 760 000 personnes chaque année
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'approvisionnement en eau potable des populations rurales sont améliorées -1 760 000 personnes supplémentaires sont desservies chaque année
II.4 Activités du projet	-Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural -Evaluation des besoins en investissements -Réalisation des études de faisabilité et d'exécution -Exécution des travaux

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements - 50 millions FCFA -Réalisation des études de faisabilité – 500 millions FCFA -Réalisation des études d'exécution – 500 millions FCFA -Exécution des travaux – 440 milliards FCFA <p>Total : 441.5 milliards FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité des projets de l'année 1</p> <p>4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution des projets de l'année 1</p> <p>6^{ème} – 20^{ème} trimestres - -Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Centres ruraux et villages des pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements réalisés

Fin 3^{ème} trimestre - Etudes de faisabilité des projets de l'année 1 réalisées

Fin 5^{ème} trimestre - Etudes d'exécution des projets de l'année 1 réalisées

Fin 20^{ème} trimestre – Travaux de construction des infrastructures exécutés

PROJET n° 5.1.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Réhabilitation et extension des systèmes d'approvisionnement en eau potable existants en milieu urbain
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (Communes urbaines et centres urbains)
I.3 Estimation des coûts	150.55 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, entreprises de distribution d'eau, et collectivités locales

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>En Afrique centrale, le taux de couverture moyen du service d'approvisionnement en eau potable en milieu rural est encore très bas dans tous les pays. Les centres déjà équipés sont souvent dans un état de vétusté tel qu'il est nécessaire de les réhabiliter. Certaines sont actuellement saturées et des travaux d'extension s'imposent. D'une manière générale, des efforts importants doivent être déployés afin de réaliser les objectifs de développement du millénaire et du sommet mondial sur le développement durable. Le présent projet est envisagé pour assurer la réhabilitation et l'extension des infrastructures d'AEP existants en zones urbaines afin d'améliorer le taux de desserte.</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Le projet vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Amélioration des conditions d'approvisionnement en eau potable des populations urbaines
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'approvisionnement en eau potable des populations urbaines sont améliorées
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain -Evaluation des besoins en investissements -Réalisation des études de faisabilité et d'exécution -Exécution des travaux

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements - 50 millions FCFA -Réalisation des études de faisabilité – 200 millions FCFA -Réalisation des études d'exécution – 300 millions FCFA -Exécution des travaux – 150 milliards FCFA <p>Total : 150.55 milliards FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité des projets de l'année 1</p> <p>4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution des projets de l'année 1</p> <p>6^{ème} – 20^{ème} trimestres - -Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Communes urbaines et centres urbains des pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements réalisés

Fin 3^{ème} trimestre - Etudes de faisabilité des projets de l'année 1 réalisées

Fin 5^{ème} trimestre - Etudes d'exécution des projets de l'année 1 réalisées

Fin 20^{ème} trimestre – Travaux de construction des infrastructures exécutés

PROJET n° 5.1.4

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Réhabilitation des ouvrages d'hydraulique villageoise
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (villages)
I.3 Estimation des coûts	100.55 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, entreprises privées, ONG et collectivités locales

II. Description du Projet

II.1 Justification	En Afrique centrale, le taux de couverture moyen du service d'approvisionnement en eau potable en milieu rural est encore très bas dans tous les pays. Les villages déjà équipés sont souvent dans un état de vétusté tel qu'il est nécessaire de réhabiliter les ouvrages existants (forages équipés de pompes à motricité humaine, puits aménagés, citernes-impluvium...) D'une manière générale, des efforts importants doivent être déployés afin de réaliser les objectifs de développement du millénaire et du sommet mondial sur le développement durable. Le présent projet est envisagé pour assurer la réhabilitation des infrastructures d'hydraulique villageoise existantes afin d'améliorer le taux de desserte.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Amélioration des conditions d'approvisionnement en eau potable des populations rurales
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'approvisionnement en eau potable des populations rurales sont améliorées
II.4 Activités du projet	-Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural -Evaluation des besoins en investissements -Réalisation des études de faisabilité et d'exécution -Exécution des travaux

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1. Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements - 50 millions FCFA -Réalisation des études de faisabilité – 200 millions FCFA -Réalisation des études d'exécution – 300 millions FCFA -Exécution des travaux – 100 milliards FCFA <p>Total : 100.55 milliards FCFA</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural et évaluation des besoins en investissements</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité des projets de l'année 1</p> <p>4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution des projets de l'année 1</p> <p>6^{ème} – 20^{ème} trimestres - Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Villages des pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements réalisés

Fin 3^{ème} trimestre - Etudes de faisabilité des projets de l'année 1 réalisées

Fin 5^{ème} trimestre - Etudes d'exécution des projets de l'année 1 réalisées

Fin 20^{ème} trimestre – Travaux de réhabilitation des infrastructures exécutés

PROJET n° 5.2.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Construction des infrastructures d'assainissement en milieu urbain et dans les zones péri-urbaines
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (Communes urbaines et centres urbains)
I.3 Estimation des coûts	751.55 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, de la santé et de la construction entreprises privées et collectivités locales

II. Description du Projet

II.1 Justification	En Afrique centrale, le taux de couverture moyen du service d'assainissement en milieu urbain est encore très bas dans certains pays. D'une manière générale, des efforts importants doivent être déployés afin de réaliser les objectifs de développement du millénaire et du sommet mondial sur le développement durable. Le présent projet est envisagé pour assurer la construction des infrastructures d'assainissement en milieu urbain et en zones péri-urbaines afin d'améliorer le taux de desserte.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Amélioration des conditions d'assainissement des populations urbaines -Desservir en moyenne 500 000 personnes chaque année
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'assainissement des populations urbaines et péri-urbaines sont améliorées -500 000 personnes supplémentaires sont desservies chaque année
II.4 Activités du projet	-Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain -Evaluation des besoins en investissements -Réalisation des études de faisabilité et d'exécution -Exécution des travaux

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1. Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements - 50 millions FCFA -Réalisation des études de faisabilité – 500 millions FCFA -Réalisation des études d'exécution – 1 milliard FCFA et d'exécution -Exécution des travaux – 750 milliards FCFA <p>Total : 751.55 milliards FCFA</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements 2^{ème} – 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité des projets de l'année 1 4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution des projets de l'année 1 6^{ème} – 20^{ème} trimestres - -Exécution des travaux
II.6 Bénéficiaires	Centres urbains des pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements réalisés

Fin 3^{ème} trimestre - Etudes de faisabilité des projets de l'année 1 réalisées

Fin 5^{ème} trimestre - Etudes d'exécution des projets de l'année 1 réalisées

Fin 20^{ème} trimestre – Travaux de construction des ouvrages d'assainissement exécutés

PROJET n° 5.2.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Construction des infrastructures d'assainissement en milieu rural
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (centres ruraux et villages)
I.3 Estimation des coûts	301.55 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, entreprises privées, ONG, et collectivités locales

II. Description du Projet

II.1 Justification	En Afrique centrale, le taux de couverture moyen du service d'assainissement en milieu rural est encore très bas dans tous les pays. D'une manière générale, des efforts importants doivent être déployés afin de réaliser les objectifs de développement du millénaire et du sommet mondial sur le développement durable. Le présent projet est envisagé pour assurer la construction des infrastructures d'assainissement en milieu rural afin d'améliorer le taux de couverture de ce service.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Amélioration des conditions d'assainissement des population rurales -Desservir en moyenne 2 000 000 personnes chaque année
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'assainissement des populations rurales sont améliorées -2 000 000 personnes supplémentaires sont desservies chaque année
II.4 Activités du projet	-Etat des lieux de l'assainissement en milieu rural -Evaluation des besoins en investissements -Réalisation des études de faisabilité et d'exécution -Exécution des travaux

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <p>-Etat des lieux de l'assainissement en milieu rural et évaluation des besoins en investissements</p> <p>- 50 millions FCFA</p> <p>-Réalisation des études de faisabilité – 500 millions FCFA</p> <p>-Réalisation des études d'exécution – 500 millions FCFA</p> <p>-Exécution des travaux – 300 milliards FCFA</p> <p>Total : 301.55 milliards FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'assainissement en milieu rural et évaluation des besoins en investissements</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité des projets de l'année 1</p> <p>4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution des projets de l'année 1</p> <p>6^{ème} – 20^{ème} trimestres - -Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Centres ruraux et villages des pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'assainissement en milieu rural et évaluation des besoins en investissements réalisés

Fin 3^{ème} trimestre - Etudes de faisabilité des projets de l'année 1 réalisées

Fin 5^{ème} trimestre - Etudes d'exécution des projets de l'année 1 réalisées

Fin 20^{ème} trimestre – Travaux de construction des infrastructures exécutés

PROJET n° 5.2.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Réhabilitation des ouvrages d'assainissement en milieu urbain
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (Communes urbaines et centres urbains)
I.3 Estimation des coûts	150.55 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'eau, de la santé, de la construction entreprises privées et collectivités locales

II. Description du Projet

II.1 Justification	En Afrique centrale, le taux de couverture moyen du service d'assainissement en milieu urbain est encore très bas dans la majorité des pays. Les centres déjà équipés sont souvent dans un état de vétusté tel qu'il est nécessaire de les réhabiliter. Certains sont actuellement saturés et des travaux d'extension s'imposent. D'une manière générale, des efforts importants doivent être déployés afin de réaliser les objectifs de développement du millénaire et du sommet mondial sur le développement durable. Le présent projet est envisagé pour assurer la réhabilitation et l'extension des infrastructures d'assainissement existants en zones urbaines afin d'améliorer le taux de desserte.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Amélioration des conditions d'assainissement des populations urbaines
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'assainissement des populations urbaines sont améliorées
II.4 Activités du projet	-Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain -Evaluation des besoins en investissements -Réalisation des études de faisabilité et d'exécution -Exécution des travaux

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements - 50 millions FCFA -Réalisation des études de faisabilité – 200 millions FCFA -Réalisation des études d'exécution – 300 millions FCFA -Exécution des travaux – 150 milliards FCFA <p>Total : 150.55 milliards FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements</p> <p>2^{ème} – 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité des projets de l'année 1</p> <p>4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution des projets de l'année 1</p> <p>6^{ème} – 20^{ème} trimestres - -Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Communes urbaines et centres urbains des pays de l'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre - Etat des lieux de l'assainissement en milieu urbain et évaluation des besoins en investissements réalisés

Fin 3^{ème} trimestre - Etudes de faisabilité des projets de l'année 1 réalisées

Fin 5^{ème} trimestre - Etudes d'exécution des projets de l'année 1 réalisées

Fin 20^{ème} trimestre – Travaux de construction des infrastructures exécutés

PROJET n° 5.2.4

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Expérimentation des techniques d'assainissement autonome
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique centrale (centres ruraux)
I.3 Estimation des coûts	2.7 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de j'eau, de la santé, de la construction et de l'urbanisme, les collectivités locales, ONG.

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les techniques d'assainissement utilisées en Afrique centrale présentent plusieurs contraintes dans leur mise en œuvre et dans la phase d'exploitation des ouvrages. Particulièrement dans les centres ruraux, du fait de la faible importance démographique, le développement des réseaux d'égouts semble inadapté. Dans ces localités, des techniques alternatives d'assainissement autonome peuvent être expérimentées, les résultats capitalisés afin d'en assurer la vulgarisation..
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : -Améliorer les conditions d'assainissement des populations des centres ruraux -Maîtriser les techniques d'assainissement autonome -Développer un programme de vulgarisation des techniques d'assainissement autonome
II.3 Résultats attendus	-Les conditions d'assainissement des centres ruraux sont améliorées -Techniques d'assainissement autonome maîtrisées -Programme de vulgarisation élaboré
II.4 Activités du projet	-Recensement et identification des techniques d'assainissement autonome à expérimenter -Elaboration du programme d'expérimentation pour chaque technique identifiée -Réalisation des études de faisabilité -Réalisation des études d'exécution -Construction des ouvrages expérimentaux -Mise en œuvre du programme de suivi -Capitalisation des résultats et développement d'un programme de vulgarisation.

II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> -Recensement et identification des techniques d'assainissement autonome à expérimenter – 2 millions FCFA -Elaboration du programme d'expérimentation pour chaque technique identifiée – 20 millions FCFA -Réalisation des études de faisabilité – 200 millions FCFA -Réalisation des études d'exécution – 250 millions FCFA Construction des ouvrages – 2 milliards FCFA -Mise en œuvre du programme de suivi – 300 millions FCFA -Capitalisation des résultats et développement d'un programme de vulgarisation – 28 millions FCFA <p>Total : 2.7 milliards FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} trimestre -Recensement et identification des techniques d'assainissement autonome à expérimenter et élaboration du programme d'expérimentation pour chaque technique identifiée</p> <p>2^{ème} –3^{ème} trimestre -Réalisation des études de faisabilité</p> <p>4^{ème} et 5^{ème} trimestres - Réalisation des études d'exécution</p> <p>6^{ème} -8^{ème} - Construction des ouvrages expérimentaux</p> <p>9^{ème} -20^{ème} trimestres - Mise en œuvre du programme de suivi</p> <p>20^{ème} - Capitalisation des résultats et développement d'un programme de vulgarisation</p>
II.6 Bénéficiaires	Populations des centres ruraux des pays d'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} trimestre -Recensement et identification des techniques d'assainissement autonome à expérimenter et élaboration du programme d'expérimentation pour chaque technique identifiée effectués

Fin 3^{ème} trimestre - Réalisation des études de faisabilité effectuée

Fin 5^{ème} trimestre - Réalisation des études d'exécution effectuée

Fin 8^{ème} - Construction des ouvrages expérimentaux exécutée

Fin 20^{ème} trimestre - Suivi du projet réalisé

Fin 20^{ème} trimestre – résultats du projet capitalisés et programme de vulgarisation développé

PROGRAMME 6

**DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES
DE MISE EN VALEUR DES
RESSOURCES EN EAU**

PROJET n° 6.1.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Aménagement des périmètres irrigués
I.2 Zone d'intervention	Tous les pays d'Afrique Centrale
I.3 Estimation des coûts	263.22 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5 ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'Agriculture, entreprises privées

II. Description du Projet

II.1 Justification	Les pays de l'Afrique Centrale n'ont pas encore atteint l'autosuffisance alimentaire. Malgré la disponibilité de terres cultivables et irrigables. La surface totale sans cultures irriguées reste encore faible. Aussi ce potentiel peut être valorisé afin d'augmenter la production agricole et réduire la dépendance alimentaire des produits importés.
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Développer des périmètres irrigués - Réduire la dépendance alimentaire - Valoriser le potentiel en terres irrigables - Augmenter la production agricole.
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - 40.000 ha de périmètres irrigués sont développés dans l'ensemble des pays de l'Afrique Centrale - La dépendance alimentaire est réduite grâce à l'augmentation de la production locale - Le potentiel de terres irrigables est mieux valorisé - La production agricole est augmentée.
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de la faisabilité des projets d'aménagement des périmètres irrigués dans tous les pays - Mobilisation des financements - Etude d'exécution - Exécution des travaux d'aménagement
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	1.Coût prévisionnel <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité : 200 millions FCFA - Mobilisation des financements : 20.Millions FCFA - Etude d'exécution : 1 milliard FCFA

	<p>- Exécution des travaux d'aménagement : 262 milliards FCFA</p> <p>Total : 263,220 milliards FCFA</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} et 2^{ème} trimestre : Etude de faisabilité</p> <p>3^{ème} trimestre : Mobilisation des fonds</p> <p>4^{ème} , et 5^{ème} trimestre : Etude d'exécution</p> <p>6^{ème} , 20^{ème} trimestre : Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Pays de l'Afrique centrale, populations intervenant dans le secteur agricole
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 2^{ème} trimestre : Etude de faisabilité disponible pour chaque pays

Fin 3^{ème} trimestre : Financements mobilisés

Fin 5^{ème} trimestre : Etude d'exécution disponible pour chaque pays ;

Fin 20^{ème} trimestre : Projet entièrement réalisé – 400.000 ha aménagés

PROJET n° 6.1.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Développement des ceintures maraîchères autour des centres urbains
I.2 Zone d'intervention	Quinze centres urbains des pays d'Afrique Centrale Cameroun : Yaoundé, Douala, Garoua Centrafrique : Bangui Congo : Brazzaville, Pointe-noire R.D. Congo: Kinshasa, Lumbumbashi, Mbandaka Tchad: Ndjaména Guinée Equatoriale: Malabo, Bata Sao Tomé Principe : Sao Tomé
I.3 Estimation des coûts	5.72 milliards FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 5ans
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'Agriculture, opérateurs privés

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Les centres urbains d'Afrique Centrale connaissent une croissance très rapide qui malheureusement n'est pas accompagnée d'aménagement d'infrastructures pour la production agricole. Les zones périurbaines sont actuellement occupées par des opérateurs privés et des petits exploitants agricoles pour le développement des cultures maraîchères. Cette activité peut être mieux organisée par le développement d'un vaste programme de ceintures maraîchères autour des principales villes des pays d'Afrique Centrale .</p> <p>Elle permettra de mieux réinsérer les jeunes désœuvrés dans les circuits économiques en leur offrant des opportunités de développement des activités rémunératrices.</p>
II.2 Objectifs du projet	<p>Le projet vise les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtrise de l'espace périurbain - sécurisation de l'approvisionnement des villes en produits maraîchers - création des emplois et lutte contre le chômage des jeunes.
II.3 Résultats attendus	- 4.000 ha aménagés en zones périurbaines

	<ul style="list-style-type: none"> - 15 centres urbains mieux approvisionnés en produits maraîchers - chômage des jeunes réduit avec la création de près de 100.000 emplois
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité du projet - Mobilisation des financements -
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1. Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité : 100 millions FCFA - Mobilisation des financements : 20. Millions - Etude d'exécution : 400 millions - Exécution des travaux : 5,2 milliards FCFA <p>Total : 5,720 milliards FCFA</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} et 2^{ème} trimestre : Etude de faisabilité 3^{ème} trimestre : Mobilisation des fonds 4^{ème} trimestre : Etude d'exécution 6^{ème} trimestre : Exécution des travaux</p>
II.6 Bénéficiaires	Tous les pays d'Afrique centrale
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 2^{ème} trimestre : Etude de faisabilité disponible pour chaque pays

Fin 3^{ème} trimestre : Financements mobilisés

Fin 5^{ème} trimestre : Etude d'exécution disponible pour chaque pays ;

Fin 20^{ème} trimestre : Projet entièrement réalisé – 400.000 ha aménagés

PROJET n° 6.2.1

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Atelier régional de sensibilisation sur les enjeux régionaux de transfert inter-bassins.
I.2 Zone d'intervention	L'atelier s'adresse aux responsables politiques, aux opérateurs du secteur de l'eau de la sous-région Afrique Centrale, également à la communauté scientifique internationale. Le pays qui abritera l'atelier sera désigné par le conseil des ministres de l'eau.
I.3 Estimation des coûts	50 millions CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	L'organisation de l'atelier régional prendra trois mois à compter de la date de mise en place des fonds nécessaires.
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale.
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département ministériel en charge de l'eau d'un des états de la sous-région./ GWP Afrique centrale

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Le problème de transfert des eaux inter bassins dans la sous-région Afrique Centrale est d'actualité. Le projet du barrage de Palambo sur l'Oubangui avec le captage à partir de ce point de débits suffisant qui seraient transférer vers le Lac Tchad date d'au mois une dizaine d'années. A ce sujet des points de vue aussi contradictoires les uns que les autres ont été entendus. Des réunions ont été organisées dans le cadre de la CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad) regroupant des pays comme Le Tchad, le Nigeria, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Soudan et Niger.</p> <p>Pendant que de l'autre coté, on assistait aux concertations entre pays du cours de l'Oubangui (le Congo Brazzaville et la République Démocratique du Congo). Le souci d'harmoniser les différents points de vue sur cette épineuse question nécessite que les experts en particuliers de notre sous-région soient ceux des organismes internationaux représentés dans nos états, se retrouvent en atelier régional de sensibilisation. Cet atelier aurait l'avantage de faire un état de lieu de la situation, de présenter les avantages et inconvénients de ce type de transfert et éclairer l'opinion des responsables politiques.</p>
II.2 Objectifs du projet	Crée un cadre de concertation afin de débattre sur les avantages et les inconvénients des transferts inter bassins en Afrique Centrale.
II.3 Résultats attendus	Mise à la disposition des décideurs des conclusions de l'atelier sur les enjeux des transferts inter bassins.
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration de l'étude de faisabilité -Recherche des financements -Organisation du séminaire atelier

II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1. Coût prévisionnel.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Prise en charge des participants : 20 millions CFA. -Transport : 20 million CFA. -Logistique locale : 10 millions CFA. <p>Total : 50 millions CFA.</p> <p>2. Calendrier prévisionnel</p> <p>Premier mois : Elaboration de la faisabilité du projet et recherche des financements</p> <p>Deuxième mois : Organisation de l'atelier – Contact avec les participants</p> <p>Troisième mois : Tenue de l'atelier et rédaction du rapport final</p>
II.6 Bénéficiaires	Les décideurs politiques de la sous-région seront les bénéficiaires désignés. Les autres bénéficiaires sont la communauté scientifique et les opérateurs du secteur de l'eau.
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

L'atelier doit se tenir dans le mois qui suit la mise en place du financement.

PROJET n° 6.2.2

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Programme régional de transfert des eaux inter-bassin
I.2 Zone d'intervention	Toute la sous-région d'Afrique centrale, hors zones insulaires
I.3 Estimation des coûts	50 millions FCFA
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place des financements pour une durée de 6 mois
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau
I.6 Structure de mise en oeuvre	Département en charge de l'aménagement du territoire, de l'eau

II. Description du Projet

II.1 Justification	L'Afrique Centrale se caractérise par l'existence des zones à ressources en eau pléthoriques et d'autres en ressources en eau limitées. Dans ces dernières, un apport en eau par transfert s'impose parfois comme dernière solution pour l'atténuation du déficit hydrique et la lutte contre la variabilité pluviométrique ; Une analyse globale de la situation doit être effectuée afin d'identifier les zones déficitaires et celles susceptibles d'être pourvoyeuses de ressources en eau. De cette analyse sera évalué un programme sous- régional de transfert des eaux inter-bassin ;
II.2 Objectifs du projet	Le projet vise les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Connaître la situation de l'Afrique Centrale en terme de répartition spatiale des ressources en eau. - Evaluer les besoins en apports dans les zones à faible potentiel hydrique - Elaborer un programme sous- régional de transfert des eaux inter bassins
II.3 Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - répartition spatiale des ressources en eaux bien établie - les besoins en apports hydriques dans les zones à faible potentiel évalués - programme sous-régional de transfert des eaux inter bassins élaboré
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte des données - Réalisation des études sur la répartition spatiale des ressources en eau et les bassins en apports hydriques

	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des études d'impact environnemental - Elaboration du programme sous-régional de transfert des eaux inter bassins
II.5 Calendrier et coût prévisionnels	<p>1.Coût prévisionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - collecte des données : 10 millions FCFA - Etudes : 10 millions FCFA - Etude d'impact environnemental : 10 millions FCFA - Programme sous-régional : 20 millions <p>Total : 50 millions FCFA</p> <p>2.Calendrier prévisionnel</p> <p>1^{er} mois : Collecte des données</p> <p>2^{ème} , 3^{ème} mois : Etudes</p> <p>4^{ème} mois : Etude d'impact</p> <p>5^{ème} , 6^{ème} mois : Programme sous-régional de transfert des eaux inter bassins</p>
II.6 Bénéficiaires	Zones à ressources en eau limitées (Soudano-sahéliennes)
II.7 Etat d'avancement	Nouveau projet

III. Critères de Performance du Projet

Fin 1^{er} mois : Données collectées

Fin 3^{ème} mois : Etudes réalisées

Fin 4^{ème} mois : Etudes d'impact réalisées

Fin 6^{ème} mois : Programme élaboré

PROJET n° 6.2.3

I Résumé du Projet

I.1 Intitulé	Etude de faisabilité du projet de transfert des eaux du bassin du Congo vers le bassin Lac Tchad.
I.2 Zone d'intervention	Bassins hydrologiques du fleuve Congo et du Lac Tchad.
I.3 Estimation des coûts	3 milliards CFA.
I.4 Prévision de la date de démarrage et durée	Le projet sera lancé dès la mise en place du financement pour une durée de 6 mois.
I.5 Structure responsable	Conseil des ministres de l'eau de l'Afrique Centrale./ Commission du bassin du lac Tchad
I.6 Structure de mise en oeuvre	Consultants et bureaux d'études soumissionnaires.

II. Description du Projet

II.1 Justification	<p>Le bassin du lac Tchad est très menacé par la sécheresse qui se développe au Sahel.</p> <p>Par rapport à cet état de fait, une multitude de solution est proposée afin de d'alterner, sinon d'arrêter les conséquences désastreuses du phénomène qui se traduisent par des pénuries d'eau surtout à usage agricole autour du lac Tchad.</p> <p>Certains projets consistant au reboisement ont vu le jour, malheureusement, ils n'ont pas apporté les effets escomptés. Les études entreprises sous le couvert du projet RAF/88/029 du PNUD, ainsi que celles menées par l'ORSTOM ont montré que la baisse des eaux serait due principalement aux changements climatiques. Cette tendance va se poursuivre à plus ou moins long terme. Des idées sont émises depuis plus d'une dizaine d'années sur une nouvelle approche de solution relative aux transferts inter bassins. La ré alimentation du bassin du lac Tchad pourrait se faire à partir de la dérivation d'une partie des eaux du bassin du Congo et singulièrement de la rivière Oubangui en amont de Bangui. Cette approche est pour le moment la plus réaliste et capable d'apporter une solution efficace. Ainsi, apparaît la nécessité d'organiser une expertise de la sous-région qui serait chargée de réaliser l'étude de faisabilité et l'avant projet de transfert des eaux de l'Oubangui au bassin du lac Tchad.</p>
II.2 Objectifs du projet	Elaborer l'étude de faisabilité et l'avant projet détaillé du transfert des eaux de l'Oubangui au bassin du lac Tchad.
II.3 Résultats attendus	Documents sur l'étude de faisabilité et l'avant projet.
II.4 Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> -Elaboration des termes de référence. -Réalisation d'un appel aux candidatures. -Sélection des experts. -Travail de terrain. -Rédaction des documents. -Séminaire de dissémination des résultats.

II.5 Coûts et calendrier prévisionnels	<p>1 – Coûts prévisionnels.</p> <p>-Organisation, Frais d'expertise, atelier de restitution des résultats.</p> <p>Total : 3 milliards CFA.</p> <p>2 – Calendrier prévisionnel.</p> <p>-Elaboration des termes de référence : 1^{er} mois.</p> <p>-Emission des appels d'offres : 2^{ème} mois</p> <p>-Sélection des experts et lancement des travaux : 3^{ème} mois</p> <p>-Rédaction des documents : 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} mois</p> <p>-Séminaire de dissémination 6^{ème} mois.</p>
II.6 Bénéficiaires	Les bénéficiaires désignés sont les membres de la commission du bassin du lac Tchad et les pays situés en aval du barrage de Palambo
II.7 Etat d'avancement	Projet en cours de préparation au niveau de la CBLT.

III. Critères de Performance du Projet

- Fin du mois suivant la mise en place du financement : TDR achevés.
- Fin du deuxième mois : expertise réunie.
- Fin du sixième mois : documents finalisés.

Tableau n°1 : Programmes, sous-programmes et projets prioritaires

Programmes	Sous-programmes	Projets prioritaires	Coûts(en millions FCFA)
1. Gouvernance de l'eau	1.Développement des politiques nationales de l'eau	1.Définition des politiques nationales de l'eau (R.D.Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Principe)	100
		2. Harmonisation des politiques nationales de l'eau	25
	2.Cadre législatif et institutionnel	1.Elaboration des textes législatifs nationaux	80
		2.Mise en place des institutions de gestion de l'eau au niveau des pays	400
		3.Harmonisation des textes législatifs	25
		4.Lancement des activités de l'Autorité de Gestion Intégrée des eaux en Afrique Centrale	1000
		5.Création du Fonds de l'eau de l'Afrique Centrale	50
	3.Développement des capacités	1. Formation des cadres du secteur de l'eau	300
		2.Développement d'un programme sous-régional de recherche sur l'eau	25
	2. Maîtrise des risques et des catastrophes naturelles liées à l'eau	1.Gestion des risques et des catastrophes	1.Régulation de l'écoulement dans les voies d'eau du fleuve Congo et de ses principaux affluents
2.Lutte contre la sécheresse dans la zone soudano-sahélienne			5000
3.Développement des plans nationaux de gestion des risques et des catastrophes naturelles			200

	2. Protection des écosystèmes aquatiques	1. Mise en place et développement de la police des eaux 2. Mesures préventives de protection des bassins côtiers 3. Lutte biologique contre les végétaux aquatiques envahissants 4. Création de l'Institut sous-régional des sciences de l'eau	250 240 1000 300
3. Gestion concertée des eaux partagées	-	1. Développement d'un consensus sur la gestion concertée des eaux internationales 2. Etude des potentialités pour la mise en valeur des bassins du Congo et de l'Ogooué 3. Création de l'organisation du bassin du fleuve Congo 4. Création de l'organisation du bassin du fleuve Ogooué	50 200 500 300
4. Gestion de l'information hydrologique	-	1. Programme sous-régional de relance de l'hydrologie opérationnelle 2. Renforcement et modernisation des services hydrologiques nationaux 3. Mise en place d'un observatoire sous-régional de l'eau	25 5000 200
5. Approvisionnement en eau potable et assainissement	1. Approvisionnement en eau potable	1. Construction des infrastructures d'approvisionnement en eau potable en milieu urbain 2. Construction des infrastructures d'approvisionnement en eau potable en milieu rural 3. Réhabilitation/Extension des systèmes d'approvisionnement en eau potable 4. Réhabilitation des ouvrages d'hydraulique villageoise	625 550 441 500 150 550 100 550

6. Développement des infrastructures de mise en valeur des ressources en eau	2. Assainissement	1. Construction des infrastructures d'assainissement en milieu urbain 2. Construction des infrastructures d'assainissement en milieu rural 3. Réhabilitation des ouvrages d'assainissement en milieu urbain 4. Expérimentation des techniques d'assainissement in-situ	751 550 301 550 150 550 2 700
	1. Développement des aménagements hydro- agricoles	1. Aménagement des périmètres irrigués 2. Développement des ceintures maraîchères autour des centres urbains	263 220 5 720
	2. Transfert des eaux inter-bassins	1. Atelier sous-régional de sensibilisation sur les enjeux des projets régionaux de transfert des eaux inter-bassins 2. Elaboration d'un programme sous-régional de transfert des eaux inter-bassins 3. Etude de faisabilité du projet de transfert des eaux du bassin du Congo vers celui du lac Tchad	50 50 3 000

III. Récapitulatif

Programmes	Sous-programmes	Nombre de projets prioritaires	Coûts (en millions FCFA)
1.	1	2	125
	2	5	1 555
	3	2	325
	Sous-total 1.		2 005
2.	1	3	15 800
	2	4	1 790
	Sous-total 2.		17 590
3.	-	4	1 050
4.	-	3	5 225
5.	1	4	1 318 150
	2	4	1 206 350
	Sous-total 5.		2 524 500
6.	1	2	268 940
	2	3	3 100
	Sous-total		272 040
Plaidoyer, appui institutionnel, suivi et évaluation			635 042
Total général			3 457 452